

## LE 70<sup>ÈME</sup> ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME : LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE MENACÉE ?

### De nombreux constats pessimistes

Edgar Morin, dans le cadre de l'édition 2018 des Rencontres Orient-Occident de Sierre, constate que *"nous sommes dans une période de régression"*, caractérisée entre autres par l'arrivée de régimes néo-autoritaires.

Zeid Ra'ad al-Husseini, haut-commissaire aux Droits de l'homme, nous met en garde contre les dangers que posent les populismes et l'extrême-droite pour la démocratie. Il constate qu'un *"discours basé sur le racisme, la xénophobie et l'incitation à la haine a pris une telle ampleur qu'il domine la scène politique de plusieurs pays"* européens.<sup>1</sup> La grande crainte de Zeid Ra'ad al-Husseini : que l'on jette aux oubliettes les leçons de la Deuxième Guerre mondiale.

Frédéric Koller, journaliste au "Temps", considère que la dernière confortable réélection de Vladimir Poutine témoigne d'un trait de notre époque : *"un peu partout, les valeurs démocratiques sont en recul, questionnées, décriées, abandonnées. Un peu partout, les hommes providentiels sont plébiscités."*<sup>2</sup> Selon Koller, la lutte entre systèmes démocratiques et autoritaires, que l'on croyait dépassée, revient au premier plan : *"Il est temps de rappeler la fragilité de nos démocraties"*.

Le magazine "The national interest" a fait paraître dans son numéro de juillet-août 2018 un article intitulé "An Autopsy: Why Liberalism Failed"<sup>3</sup> : *"Today, liberalism appears to be dying in much the same way that Soviet Communism did a generation ago. It is collapsing on its periphery, shedding its colonies and facing a crisis of faith at home."* Selon l'auteur de cet article, la démocratie est menacée non seulement en Turquie, en Inde, en Hongrie (la démocratie illibérale), en Pologne (Parti de la Justice et de la Loi), mais également aux États-Unis (Trump), en France (le Front national), en Allemagne (l'AFD), au Royaume-Uni (Brexit).

La revue "Foreign Policy" donne pour titre à son numéro de mai-juin 2018 : *"Is democracy dying ?"*. Ce magazine est pourtant célèbre pour avoir fait paraître, durant l'été 1989, soit quelques mois avant la chute du Mur de Berlin, un article rédigé par un universitaire américain, Francis Fukuyama, intitulé "La fin de l'histoire ?". Cet article annonçait l'universalisation de la démocratie libérale occidentale. Après avoir triomphé de toutes les autres idéologies rivales, la monarchie autoritaire, le fascisme, et désormais le communisme, la démocratie libérale pouvait être considérée comme *« le point final de l'évolution idéologique de l'humanité »* et *« la forme finale de tout gouvernement humain »*. En 2018, le constat de l'éditeur de cette revue, Gideon Rose, est beaucoup plus sombre : *"Some say that global democracy is experiencing its worst setback since the 1930s and that it will continue to retreat unless rich countries find ways to retreat and manage the information revolution. Those are optimists. Pessimists fears the game is already over, that democratic dominance has ended for good."*<sup>4</sup> Et lorsqu'il s'interroge sur les causes d'une telle évolution, Rose en arrive à cette conclusion : *"Most pressing dangers for the world's democracies, in other words, are not external but internal. The time, resources, and opportunity to turn things around are there ; the only things missing are political will and leadership."*<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Le Temps, 8 mars 2018

<sup>2</sup> Le Temps, 20 mars 2018

<sup>3</sup> Daniel Mc Carthy, <http://nationalinterest.org/print/feature/autopsy-why-liberalism-failed-26267>

<sup>4</sup> "Is Democracy Dying ? A Global Report", Foreign Affairs, May/June 2018, p. 8

<sup>5</sup> Foreign Affairs, May/June 2018, p. 8

Mahmoud Mohamedou constate que les avancées des trente dernières années, en matière de démocratie, droit de l'homme, tolérance, etc., sont actuellement remises en cause, au Nord comme au Sud. Cette remise en cause se traduit, entre autres, par une augmentation des actes et des paroles racistes, et une dédramatisation de la question de la haine de l'autre. **"Le retour du racisme devenu acceptable (...) est pourtant le grand mal de notre époque et il fait le lit d'un avenir où les identités pourraient être encore plus meurtrières."**<sup>6</sup>

Yascha Mounk se dit très préoccupé : *"Dans de nombreux pays de par le monde, des Etats-Unis au Royaume-Uni et de la Suède à l'Australie, la démocratie ne semble plus être le seul choix possible. Une part croissante des citoyens nourrit une opinion négative à son égard ou ne la considère pas comme particulièrement importante. Une part d'entre eux moins considérable mais en croissance rapide se déclare ouverte à des solutions autoritaires comme la dictature ou le gouvernement militaire."*<sup>7</sup> Selon Mounk, la démocratie est en voie de déconsolidation.

Pour Yvan Krastev, *"nous assistons, (...), à une insurrection d'ampleur mondiale contre l'ordre libéral progressiste post-1989 - qui se caractérisait par l'ouverture générale des frontières aux hommes, aux capitaux, aux biens et aux idées. Cette insurrection d'ampleur mondiale adopte la forme d'une révolte de la démocratie contre le libéralisme"*<sup>8</sup>

Ainsi donc, alors que nous célébrons le 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la démocratie, ou, plus précisément, la démocratie libérale, semble plus menacée qu'elle ne l'a jamais été depuis l'Entre-Deux-Guerres.

### **"Démocratie" ou "démocratie libérale"**

Selon Tzvetan Todorov<sup>9</sup>, une vraie démocratie ne peut être que libérale. La démocratie, c'est bien sûr le pouvoir du peuple : *"La démocratie est tout d'abord au sens étymologique, un régime où le pouvoir appartient au peuple. En pratique, la population tout entière choisit ses représentants, qui, de manière souveraine, établissent les lois et gouvernent le pays pendant une durée de temps décidée à l'avance."*<sup>10</sup> Mais ce pouvoir du peuple ne suffit pas à fonder une véritable démocratie. Selon Todorov, une démocratie doit reposer sur trois principes fondamentaux :

- le peuple souverain;
- le progrès : en démocratie, on croit à l'amélioration possible de la société;
- le libéralisme, qui limite l'autorité de la majorité des citoyens afin de protéger les libertés fondamentales des habitants.

Chacun de ces principes est limité par les deux autres. S'il y a déséquilibre entre ces principes, le risque est de voir émerger le populisme (= proposer, pour soulager les maux du plus grand nombre, des solutions faciles à comprendre mais impossibles à appliquer, ou dangereuses en cas de désignation de boucs-émissaires), le messianisme (= se croire investi de la mission de promouvoir la démocratie, au besoin par des interventions militaires) ou l'ultra-libéralisme (= faire prévaloir la liberté économique de quelques individus sur les libertés fondamentales des citoyens). Selon Todorov, la prédominance excessive de l'un de ces principes sur les deux autres menace la démocratie.

---

<sup>6</sup> Mahmoud Mohamedou, "Le retour du racisme", 23 juillet 2018, <https://blogs.letemps.ch/mohammad-mahmoud-ould-mohamedou/>

<sup>7</sup> Yascha Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, Editions de l'Observatoire, 2018, p. 179-180

<sup>8</sup> Yvan Krastev, "Le retour des régimes majoritaires", *L'âge de la régression*, 2017, p. 97

<sup>9</sup> *Les ennemis intimes de la démocratie*, Robert Laffont, Paris, 2012

<sup>10</sup> Page 15

Selon l'ONU, la démocratie et les droits de l'homme sont indissociables : *"La liberté, le respect des droits de l'homme et le principe de la tenue d'élections honnêtes et périodiques au suffrage universel sont des valeurs qui constituent des éléments essentiels de la démocratie. A son tour, la démocratie devient un environnement naturel pour la protection et la réalisation effective des droits de l'homme. Ces valeurs sont incarnées par la Déclaration universelle des droits de l'homme et développées plus avant dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui consacre toute une série de droits politiques et de libertés civiles qui sont les piliers d'une véritable démocratie."*<sup>11</sup>

Yasha Mounk considère qu'il ne faut pas succomber à *"la tendance à mélanger les qualités les plus désirables à l'intérieur du concept même de démocratie"*, car cela revient à négliger *"la distinction fondamentale entre libéralisme, démocratie et institutions telles que les parlements ou les tribunaux"*. Cela rend également *"impossible toute interrogation sur la possibilité que la démocratie et le libéralisme puissent un jour entrer en opposition"*. Du point de vue de Mounk,

*"- une démocratie est un ensemble d'institutions électorales obligatoires qui traduit dans les faits la volonté populaire en politiques publiques;*

*- les institutions libérales protègent dans les faits l'Etat de droit et garantissent les libertés individuelles telles que la liberté d'expression, de croyance, de presse et d'association pour tous les citoyens (y compris les minorités ethniques et religieuses);*

*- une démocratie libérale n'est qu'un système politique à la fois libéral et démocratique - qui protège les libertés individuelles et traduit la volonté populaire en politiques publiques.*

*Cela permet de nous apercevoir que les démocraties libérales peuvent être perverties de deux manières. Les démocraties peuvent devenir antilibérales. (...) Inversement, les régimes libéraux peuvent être antidémocratiques malgré des élections régulières et ouvertes. Ici, les chances que cela se produise sont les plus grandes lorsque le système politique penche tellement vers le profit des élites que les élections ne servent plus que rarement à traduire la volonté du peuple en politique publique."*<sup>12</sup>

### **Démocraties antilibérales, libéralisme antidémocratique et publicaties**

C'est à Fareed Zakaria que l'on doit la notion de "démocratie illibérale"<sup>13</sup> : une démocratie qui ne serait pas limitée par le respect des droits fondamentaux.

Viktor Orban, premier ministre hongrois, revendique désormais cette appellation. Le fait d'accepter de participer aux élections et d'en reconnaître le résultat ne l'empêche pas de vouloir fragiliser la cour constitutionnelle, de limiter l'indépendance de l'audiovisuel public

---

<sup>11</sup> *Le lien entre la démocratie et les droits de l'homme est clairement défini dans l'article 21(3) de la Déclaration universelle des droits de l'homme :*

*« La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote. » Les droits inscrits dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les instruments subséquents relatifs aux droits de l'homme portant sur les droits des groupes (par exemple les peuples autochtones, les minorités, les personnes handicapées) sont tout aussi essentiels à la démocratie car ils garantissent une répartition équitable de la richesse et un accès égal et juste aux droits civils et politiques"*  
<http://www.un.org/fr/events/democracyday/rights.shtml>

<sup>12</sup> Yascha Mounk, p. 41-43

<sup>13</sup> Notion présentée dans un article de *Foreign Affairs* en novembre-décembre 1997.

et de mettre au pas l'administration<sup>14</sup>. Selon Sylvain Kahn<sup>15</sup>, *"la Hongrie ne respecte plus le premier critère politique d'appartenance à l'Union européenne : être un Etat de droit fondé sur le pluralisme"*. Pour le dirigeant hongrois, mais également pour son homologue polonais, et d'autres encore, rien ni personne ne doit entraver le pouvoir qu'ils ont obtenu des urnes. La démocratie illibérale fait également courir un risque à la démocratie : *"Les populistes prétendent incarner la voix du peuple véritable. Ils croient que toute résistance à leur gouvernement est illégitime. C'est ainsi que, trop souvent, ils cèdent à la tentation de faire taire l'opposition et de détruire les centres de pouvoir rivaux."*<sup>16</sup>

Yascha Mounk considère qu'il existe un lien entre l'évolution politique de la Hongrie et ce qu'a connu la Grèce en 2015, avec l'acceptation par le premier ministre Tsipras d'un accord encore pire que celui qui avait été précédemment rejeté par le peuple grec : *"Dans la plupart des démocraties du globe, deux développements en apparence distincts se sont produits. D'un côté, les préférences du peuple sont devenues de plus en plus antilibérales : les électeurs sont de moins en moins patients à l'égard des institutions indépendantes et de moins en moins désireux de tolérer les droits des minorités ethniques ou religieuses. De l'autre, les élites se sont emparées du système politique et l'ont rendu de plus en plus sourd : les puissants sont de moins en moins nombreux et de moins en moins décidés à céder aux vues du peuple"*<sup>17</sup> : le libéralisme antidémocratique. Selon Mounk, cette dernière tendance a de nombreuses causes : *"De nombreuses questions importantes ont été soustraites à la discussion politique par les traités de libre-échange et les agences indépendantes. Lorsque la volonté populaire dépasse les bornes de l'acceptable, elle est limitée par des institutions démocratiques allant de la Cour suprême des Etats-Unis à la Banque centrale européenne"*<sup>18</sup>. *Même là où le peuple demeure en principe maître de son propre destin, les mécanismes traduisant ses idées et opinions en politiques publiques s'accordent tant avec les intérêts des élites sociales ou économiques que son influence sur le gouvernement a été réduite à presque rien. (...) Le caractère inéquitable du processus de prise de décision politique procure aux élites au pouvoir un avantage décisif dans la promotion de leurs propres intérêts."*<sup>19</sup>

En Asie du Sud-est, la démocratie à l'occidentale est également remise en cause. Le modèle de développement de la Chine - mélange d'autoritarisme en politique et de libéralisme en économie - semble s'imposer. Car le contrat social à la chinoise semble garantir aux citoyens la prospérité : selon le professeur Pongsudhirak, cité par le journal *Le Monde*<sup>20</sup>, *« c'est l'expansion économique dans la région qui permet [aux responsables politiques] d'empêcher la grogne sociale »*. Alors que dans les pays d'Europe de l'Est, c'est le déclin économique qui serait une des causes essentielles de la montée en puissance de la démocratie illibérale.

L'avenir donnera-t-il raison au philosophe chinois Zhao Tingyang ? *"Je fais cette supposition : avec l'approfondissement de la mondialisation, les différents systèmes politiques vont se ressembler de plus en plus, dictatures comme démocraties, pour finir par évoluer ensemble vers un système politique bâtard ou vers un nouveau système politique qui n'a pas encore de*

---

<sup>14</sup> Selon Jacques Rupnik, cité par *Le Monde*, 7 juin 2018

<sup>15</sup> Cité dans le même article

<sup>16</sup> Page 78

<sup>17</sup> Page 25

<sup>18</sup> Mounk ne préconise pas pour autant l'abolition d'institutions selon lui indispensables, mais la recherche d'un nouvel équilibre entre expertise et volonté populaire.

<sup>19</sup> Page 135

<sup>20</sup> Bruno Philip, "Asie du Sud-Est, la fin des parenthèses démocratiques", 29 juin 2018

nom."<sup>21</sup> Un peu plus loin dans cet ouvrage, Zhao Tingyang nous fait part d'une intuition, ou d'une supposition : *"la démocratie va connaître une transformation, ou un changement de forme, elle va muer en publicratie - un mot que j'ai inventé. L'agrégation des volontés populaires se transformera en points de vue publics que les nouveaux pouvoirs systémiques<sup>22</sup> vont promouvoir et dominer. Cela ne sera pas, je le crains, la volonté générale imaginée par Rousseau, mais une volonté générale à caractère dominant."*

Selon ce célèbre philosophe, *"natural rights are based on a wrong concept of man. (...) Rights cannot be found in the physical nature of man, but instead have developed and been defined in social games of interpersonal relations. In other words, rights exist in relations and never in individuals. (...) If the natural condition could be exchanged transworldly into political rights, we would stammer in explaining to animals why they do not have their natural rights, or why some of them have the right to be pets while others have to be eaten. (...) The concept of man that makes better sense for human rights must be "social man" rather than "physical man", because humanity is developed and defined in what a man does rather than is. (...) Human rights would better if based on a metaphysic of morality instead of that of nature."*<sup>23</sup>

Dans un dialogue tenu en 2014<sup>24</sup> avec Régis Debray, Zhao Tingyang avait déjà défendu de telles idées : *"Les valeurs universelles ne sont pas un concept figé et nécessitent d'être redéfinies sur une base de rationalité suffisante. Il faut d'abord choisir l'unité d'analyse la plus appropriée; les valeurs universelles évoquées actuellement sont des valeurs définies sur la base de l'"individu" pris comme unité. Mais nous savons déjà que la rationalité individuelle ne peut garantir la rationalité collective et que la maximisation de l'intérêt individuel peut conduire à minimiser les intérêts d'autrui. (...) Si l'on prenait la "relation" comme unité de base d'analyse, on pourrait définir les valeurs universelles de manière plus rationnelle."*

### **"Is democracy dying ?"**

Tel est le titre du numéro de mai-juin 2018 de la prestigieuse revue américaine "Foreign Affairs". Les auteurs invités par la revue Foreign Affairs à s'exprimer sur ce sujet analysent les différentes causes expliquant l'affaiblissement actuel de la démocratie, et envisagent quelques solutions. Leurs propos vont servir de fil conducteur à notre réflexion :

Pour Walter Russell Mead<sup>25</sup>, *"the information revolution is disrupting the contry's social and economic order as profoundly as the Industrial Revolution did. The ideologies and policies that fit American society a generation ago are becoming steadily less applicable to the problems it faces today."*<sup>26</sup> D'où le succès actuel des populistes, bien qu'ils n'apportent pas de réelles réponses. Mais la capacité des USA à faire face à des changements reste une de

---

<sup>21</sup> Régis Debray et Zhao Tingyang, Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident, Paris, Edition des Arènes, 2014, p. 184 et 222

<sup>22</sup> "Si les technologies de pointe et le système financier mondialisé forment une alliance, alors il se peut qu'apparaisse un nouveau type de pouvoir sans précédent dans l'histoire, une sorte de pouvoir systémique, sans limite, qui dominerait la plupart sinon la totalité des hommes." Zhao Tingyang, Jean-Paul Tchang, Tianxia, tout sous un même ciel: L'ordre du monde dans le passé et pour le futur

<sup>23</sup> Zhao Tingyang, "Wich concept of human rights can be better defended ?", Revue international de philosophie, no 1/2018(

<sup>24</sup> Régis Debray et Zhao Tingyang, Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident, Paris, Edition des Arènes, 2014, p. 96-97

<sup>25</sup> Professeur de politique étrangère au Bard College

<sup>26</sup> Page 11

ses grandes forces. Les sociétés libres ont une capacité de résilience et de flexibilité forte. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et au début du 20<sup>ème</sup> les USA ont également été confrontés aux dramatiques conséquences du déclin de l'agriculture familiale, de la croissance urbaine, de la forte immigration. Ils ont su ensuite mettre en place une économie qui a apporté la prospérité et la liberté à une écrasante majorité de la population. Entre autres par l'introduction d'une taxe sur les revenus. Le New Deal, puis la guerre, ont en quelque sorte permis d'achever le travail. Les Américains ont alors appris comment utiliser les énormes richesses créées par le système pour résoudre les problèmes dus à ce même système.

Ces transformations furent à l'œuvre dans l'ensemble du monde industrialisé. Beaucoup restait à faire, mais la direction prise était la bonne. Et l'idée dominait que le développement industriel menait inexorablement à la paix sociale à l'intérieur et à la paix internationale à l'extérieur. "*Providence, however, had other plans.*"<sup>27</sup> Mais les citoyens des démocraties sont désormais confrontés à une situation inconfortable, "*facing problems whose origins cannot be fully understood, and whose solutions will ultimately require intellectual and political architecture that does not yet exist.*"<sup>28</sup> Des phénomènes tels que la révolution industrielle ou la révolution numérique ont plus d'effet sur les sociétés que les révolutions politiques. C'est à un changement de ce type auquel nous sommes confrontés actuellement. Soit la société américaine a besoin de plusieurs décennies de combats pour mettre en place les règles permettant de faire face à l'émergence de la société de l'information. Soit on met en place un nouveau type de société qui permettra d'atteindre un niveau de dignité humaine et de liberté jamais atteint auparavant.

Pour que la transition se fasse de la meilleure des façons, il faudra d'abord agir dans le monde du travail. L'automatisation et la globalisation ont en effet fait disparaître massivement certains types d'emplois, industrialisés et routiniers. Et nous ne sommes qu'au début des effets de l'automatisation. La nature des emplois qui n'ont pas disparu a quant à elle considérablement changé. L'emploi à vie n'est plus la norme. Les régimes à primauté de prestations sont en voie de disparition. Mais ceux qui trouveront les solutions sont actuellement sur les bancs de l'école primaire.

Selon le professeur de Démocratie à l'Université du Michigan Ronald Inglehart, "*the world is experiencing the most severe democratic setback since the rise of fascism in the 1930s.*"<sup>29</sup> La cause immédiate de ce phénomène peut être considérée comme une réaction contre l'immigration. Et aux Etats-Unis, contre les progrès de l'égalité raciale. Une réaction amplifiée par le déclin de la sécurité de l'emploi et par la croissance des inégalités. Mais des solutions existent : "*If new political coalitions emerge to reverse the trend toward inequality and ensure that the benefits of automation are widely shared, they can put democracy back on track. But if the developed world continues on its current course, democracy could wither away. If there is nothing inevitable about democratic decline, there is also nothing inevitable about democratic resurgence.*"<sup>30</sup>

Un article du "Monde"<sup>31</sup> permet de compléter les propos tenus par Inglehart. Les auteurs de cet article constatent que de nombreux jeunes (18 à 30 ans), votent, lorsqu'ils votent, pour

---

<sup>27</sup> Page 15

<sup>28</sup> Pages 15-16

<sup>29</sup> Page 20

<sup>30</sup> Page 20

<sup>31</sup> Louis Boillot et Quentin Sauzay, "Des jeunes Européens radicalisés...ou délaissés ?", Le Monde, 2 septembre 2018

des formations radicales. C'est ainsi que 40 % des 18-24 ont choisi, en Italie, le Mouvement 5 Etoiles. *"Si l'on s'intéresse aux motivations de ces jeunes, une préoccupation semble cependant s'exprimer majoritairement : l'attachement à la redistribution de la richesse. Il s'agit, par exemple, de la question des revenus décents pour les jeunes (Espagne, Italie) ou de l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation (Grande-Bretagne, France)."* La conclusion des auteurs de cet article leur sert de sous-titre : *"Le vote des 18-30 ans en faveur des partis radicaux est moins motivé par le rejet de l'immigration ou de la mondialisation que par la baisse des revenus et la hausse du chômage."*

Ces dernières décennies, c'est de Chine qu'est venue l'alternative la plus préoccupante à la démocratie. Ce pays a en effet été gouverné par une élite autoritaire mais exceptionnellement compétente. Mais désormais, avec le président Xi, ce pays connaît une dérive dictatoriale.

Jusqu'à présent, chaque déclin de la démocratie, en particulier celui des années 1930, a été suivi d'une résurgence.

Aujourd'hui, dans des Etats tels que le Danemark, les Pays-Bas, la Suisse, des partis autoritaires sont devenus le plus grand parti, ou le deuxième plus grand. En Hongrie et en Pologne, ils contrôlent le gouvernement. En Allemagne, un parti autoritaire et xénophobe a obtenu 13 % des voix en 2017. Dans les pays riches, la sécurité économique a permis à une partie importante de la population de mettre l'accent sur des choix individuels libres. On a assisté à des changements culturels radicaux : égalités raciale et entre sexes, plus grande tolérance vis-à-vis des LGBTQ, etc. Ces changements ont provoqué une réaction de la part des personnes âgées et de ceux *"holding less secure positions in society"*<sup>32</sup> (p. 24). Ils se sentent menacés par une érosion des valeurs traditionnelles. Un sentiment d'aliénation renforcé par les mouvements migratoires et les déplacements de réfugiés. Cette dislocation a polarisé les sociétés modernes, entre les matérialistes et les postmatérialistes. L'insécurité économique peut exacerber ces pressions culturelles en faveur de l'autoritarisme : *"In the vast literature on democratization, reseachers disagree on many issues, but one point draws almost unanimous acceptance : extreme inequality is incompatible with democracy. Indeed, it is not surprising that the rise in support for authoritarian parties over the last three decades roughly parallels the rise in inequality over the same period."*<sup>33</sup> *"The problems of cultural change and inequality in rich democracies are being compounded by the rise of automation, which threatens to create an economy in which almost all the gains go to the very top. Because most goods in a knowledge economy, such as software, cost almost nothing to replicate and distribute, high-quality products can sell for the same price as lower-quality ones. As a result, there is no need to buy anything but the top product, which can take over the entire market, producing enormous rewards for those making the top product but nothing for anyone else."*<sup>34</sup>

Comme les ordinateurs atteignent très vite le point à partir duquel ils peuvent remplacer l'homme, même ceux bien formés, cette nouvelle économie ne crée que peu d'emplois sûrs et bien payés. Les avancées technologiques détruisent donc bien plus d'emplois que le commerce : *"94 percent of the job growth from 2005 to 2015 was among low-paid security guards, housekeepers, janitors, and others who report to subcontractors."*<sup>35</sup> Avec pour conséquences le chômage, le sous-emploi, la drogue, l'alcoolisme, etc.

---

<sup>32</sup> Page 24

<sup>33</sup> Page 25

<sup>34</sup> Page 26

<sup>35</sup> Page 27

" *The political stability and economic health of high-income societies require greater emphasis on the redistributive policies that dominated much of the twentieth century. The social base of the New Deal coalition and its European counterparts is gone, but the reappearance of extreme wealth concentrated in the top one percent has created the potential for new coalitions. In the United States, taking a punitive approach to the top one percent would be counterproductive, as it includes many of the country's most valuable people. But moving toward a more progressive income tax would be perfectly reasonable.*"<sup>36</sup>

"*The rise of automation is making societies richer, but governments must intervene and reallocate some of the new resources to create meaningful jobs that require a human touch in health care, education infrastructure environmental protection research and development, and the arts and humanities. Governments' top priority should be improving the quality of life for society as a whole, rather than maximizing corporate profits.*"<sup>37</sup>

Yascha Mounk et Roberto Stefan Foa sont deux chercheurs, respectivement à l'Université d'Harvard et à celle de Melbourne. Selon eux, si la démocratie libérale a eu beaucoup de succès durant la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, c'est entre autres parce qu'elle offrait "*the most salient model of economic and geopolitical success*". (...) "*Taking the material foundations of democratic hegemony seriously casts the story of democracy's greatest successes in a different light, and it also changes how one thinks about its current crisis. As liberal democracies have become worse at improving their citizens living standards, populist movements that disavow liberalism are emerging (...)*"<sup>38</sup>

Des sondages montrent qu'en Allemagne, en France, en Italie, ceux qui croient dans des solutions autoritaires sont de plus en plus nombreux. Aux Etats-Unis, si 2/3 des plus de 65 ans jugent comme absolument important de vivre dans une démocratie, cet avis n'est partagé que par moins d'un tiers des moins de 35 ans.

On estime que d'ici 5 ans, la part du PIB global produite dans des pays considérés comme non libres (Chine, Russie, etc.) dépassera la part produite par les démocraties occidentales. "*So the future promises two realistic scenarios : either some of the most powerful autocratic countries in the world will transition to liberal democracy, or the period of democratic dominance that was expected to last forever will prove no more than an interlude before a new era of struggle between mutually hostile political systems.*"<sup>39</sup>

La domination économique et politique des démocraties occidentales se doublait d'une domination culturelle : "*The desire to share in the unfathomable wealth of the West was also a desire to adopt its lifestyle, and the desire to adopt its lifestyle seemed to require emulating its political system.*"<sup>40</sup> Les démocraties stables de cette période partageait également trois autres caractéristiques économiques qui, de manière plausible, peuvent nous aider à comprendre leurs succès passés : une relative égalité, un revenu qui augmentait rapidement pour la plupart des citoyens, et le fait que les régimes autoritaires qui cherchaient à rivaliser avec les démocraties étaient beaucoup moins riches. Mais tous ces facteurs ont commencé à s'éroder ces dernières années. Les régimes autocratiques sont désormais capables d'obtenir d'aussi bonnes performances économiques que les démocraties. La remarquable prospérité économique de pays autoritaires tels que la Chine "*serve as testament to the fact that the*

---

<sup>36</sup> Pages 27-28

<sup>37</sup> Page 28

<sup>38</sup> Page 29

<sup>39</sup> Page 31

<sup>40</sup> Page 31



*road to prosperity no longer needs to run through liberal democracy*".<sup>41</sup> Ce qui renforce la capacité de "séduction" de ces régimes, leur soft power.<sup>42</sup> Même dans le domaine universitaire : on constate en effet que 16 des 250 meilleures universités de la planète sont désormais dans des Etats autoritaires. Ces derniers ont également désormais une très grande capacité à diffuser des informations. A l'avenir, la démocratie pourrait ne concerner qu'une petite partie du globe, la nôtre. Une partie du globe sur le déclin, que ce soit économiquement ou démographiquement.

Professeur à l'Université du Michigan, Yuen Yuen Ang constate que ces dernières décennies, la Chine s'est considérablement enrichie. Par contre la libéralisation politique qui était censée aller de pair avec le progrès économique n'a pas eu lieu. Avec le président Xi, la Chine apparaît comme étant plus autoritaire, et pas moins. S'agit-il d'une aberration temporaire ? Ou la croissance économique peut-elle être favorisée aussi bien par les régimes autoritaires que par les démocraties ?

La Chine n'a pas instauré la démocratie. Par contre elle a injecté de la démocratie dans le fonctionnement de la bureaucratie, contribuant ainsi à la croissance économique.

*"What broader lessons on democracy can be drawn from China ? One is the need to move beyond the narrow conception of democratization as the introduction of multiparty elections. As China has shown, some of the benefits of democratization can be achieved under single-party rule. (...) China's experience shows that democracy is best introduced by grafting reforms onto existing traditions and institutions – in China's case, a Leninist bureaucracy. Put simply, it is better to promote political change by building on what is already there by trying to import something wholly foreign."*<sup>43</sup> *"Observers should drop the false dichotomy between the party and the state when reading China. The American notion of the separation of power is premised on the assumption that officeholders possess only one identity, belonging either to one branch of government or another. But this doesn't hold in China or in most traditional societies, where fluid, overlapping identities are the norm. In these settings, whether officials are embedded in their networks or communities can sometimes matter more than formal checks and electoral competition in holding them accountable."*<sup>44</sup>

Si les succès de cette "démocratie à la chinoise" semblent ne pas inquiéter le professeur Yuen Yuen Ang, il n'en va pas de même pour Francis Fukuyama. Ce dernier est revenu sur sa théorie de la "fin de l'histoire" dans le numéro du Printemps 2018 de la revue "Commentaire". Fukuyama continue à penser que le cœur de sa théorie reste valable : *" s'il devait y avoir une fin de l'histoire, elle ressemblerait plus à une démocratie libérale associée à une économie de marché"*.<sup>45</sup> Mais il reconnaît que sa théorie est désormais soumise à plusieurs défis. L'un d'eux *"est lié au problème que pose la mainmise des élites sur les institutions de l'État. Dans de nombreuses démocraties libérales contemporaines existe l'idée largement répandue que les élites existantes ont pipé le système à leur avantage et qu'elles y sont si profondément enracinées que la politique démocratique ordinaire ne suffit pas à les en déloger. L'inertie ou l'impasse politique qui en résulte conduit alors à réclamer un dirigeant fort capable de défier ces élites, même si cela implique de saper le cadre*

---

<sup>41</sup> Page 34

<sup>42</sup> *"Les sociétés qui ont une démocratie libérale pour assise seront probablement incapables de maintenir leur compétitivité dans les décennies à venir."* (Victor Orban, premier ministre de la Hongrie, 2014, cité par le Monde Diplomatique de septembre 2018, p. 23)

<sup>43</sup> Page 45

<sup>44</sup> Page 46

<sup>45</sup> Francis Fukuyama, "Retour sur la fin de l'histoire", Commentaire, no 161, Printemps 2018, p. 20

*institutionnel qui a défini la démocratie libérale. Dans le monde développé, on en est venu à associer l'inertie politique à la détresse économique de l'ancienne classe moyenne ou ouvrière ; celle-ci a disposé d'une garantie d'emploi pendant les décennies qui ont suivi immédiatement la Seconde Guerre mondiale, mais a vu, dans les récentes décennies, ses revenus et son statut social dégringoler. Ce qui a provoqué une vague de mouvements populistes anti-establishment dans tout le monde démocratique, de Viktor Orban et Jaroslaw Kaczynski en Hongrie et en Pologne, à Marine Le Pen et les brexiters en France et au Royaume-Uni et à Donald Trump aux États-Unis.*"<sup>46</sup>

La Chine constitue le plus grand défi auquel est confronté la théorie de Fukuyama, *"puisqu'elle s'est modernisée économiquement tout en restant une dictature"*.<sup>47</sup> Au sujet de la Chine, de nombreuses questions restent ouvertes. Son modèle de croissance survivra-t-il aux nombreux défis auquel il est désormais confronté (démographique, environnemental, etc.) ? Ce modèle est-il exportable, par exemple par le biais de la nouvelle Route de la soie ? Comment la classe moyenne réagira-t-elle en cas de récession économique ? *"Si, au cours des prochaines années, la croissance de la Chine se poursuit et que celle-ci garde sa place de plus grande puissance économique du monde, j'admettrai que ma thèse de 1992 a été définitivement réfutée."*<sup>48</sup>

A la fin de son article, Fukuyama soulève un dernier point qui tient à la question de l'identité. Le besoin de reconnaissance est un des moteurs de l'histoire humaine. Les démocraties, en reconnaissant l'égalité de dignité de leurs citoyens, ont fortement contribué à satisfaire ce besoin de reconnaissance. Mais, dans les démocraties instaurées depuis longtemps, cette reconnaissance est considérée comme allant de soi. Les gens cherchent alors d'autres formes de reconnaissance en tant que membre de diverses communautés. D'où les succès actuels du nationalisme et de l'islamisme. *"Il y a un risque réel et inquiétant que ces questions identitaires produisent conflits et instabilité dans les pays démocratiques et entre ces pays."*

Ce risque, Fukuyama le perçoit en France et aux États-Unis, mais également en Hongrie et en Pologne. C'est à ces deux États, ainsi qu'aux autres États de l'Europe de l'Est, que le politologue bulgare Ivan Krastev<sup>49</sup> consacre ses réflexions. Selon Krastev, le succès des partis populistes ne peut pas être attribué à des difficultés économiques. Beaucoup de ceux qui les soutiennent font partie des catégories prospères de la société. Les libéraux qui ont dominé durant les années 1990 étaient préoccupés par les droits des diverses minorités. Désormais, le nouveau consensus se fait au profit des droits de la majorité. Dès 1989/90, ce sont les personnes les plus éduquées et les plus occidentalisées qui ont migré vers l'ouest. Migration qui a provoqué une crise démographique et identitaire en Europe de l'Est. Dans ce contexte, la crise des migrants des années 2015-16 a eu dans cette région un impact particulièrement fort : *"During the refugee crisis, images of migrants streaming into Europe sparked a demographic panic across eastern Europe, where people began to imagine that their national cultures were under the threat of vanishing."*<sup>50</sup> Ce à quoi on assiste avec la crise des migrants, c'est à un nouveau type de révolution. Cette révolution n'est plus inspirée par des visions idéologiques du futur mais par des images de la vie réelle. Les personnes dans les pays les plus pauvres ne se comparent plus à leurs voisins, mais aux habitants des pays les

---

<sup>46</sup> Fukuyama, page 23

<sup>47</sup> P. 23

<sup>48</sup> P. 24

<sup>49</sup> "Eastern Europe's Illiberal Revolution. The Long Road to Democratic Decline"

<sup>50</sup> Page 52

plus riches. Ces personnes savent que si elles veulent assurer un avenir meilleur à leurs enfants, le plus sûr moyen est qu'ils naissent en Allemagne ou en Suède. Les habitants des pays de l'Europe de l'Est ont connu un tel phénomène dès 1989 : beaucoup ont préféré l'exil, *"rather than to gain a greater voice within it, was the primary agent of change"*.<sup>51</sup> Ce sont donc ceux qui souhaitaient le plus que leur pays change, s'occidentalise, qui sont massivement partis. Le départ des plus jeunes et des mieux formés, dans des pays à la fécondité faible, a suscité une véritable panique démographique : *"It is thus both emigration and the fear of immigration that best explain the rise of populism in eastern Europe."*<sup>52</sup> Ceux qui sont restés dans leur pays se sont donc considérés comme des perdants. Les plus fervents défenseurs de la démocratie sont partis. *"As a result, liberal democracy in eastern Europe came to rely more and more on the support of external actors, such as the EU and the United States."*<sup>53</sup> Mais leur capacité d'influence est affaiblie. Par contre le modèle russe suscite de plus en plus de sympathie. En même temps, la Russie suscite de plus en plus de craintes, ce qui renforce les gouvernements illibéraux qui prétendent pouvoir protéger la nation. De nombreux pays de l'Est ont connu une histoire traumatisante. Ils ont fréquemment été affaiblis par des puissants voisins, voire ont disparu comme la Pologne. Les idéologies cosmopolites qui traversent les frontières suscitent donc leurs craintes. Ce sont souvent de petites nations qui craignent de disparaître. L'illibéralisme a donc de profondes racines dans la région : *"What makes it particularly dangerous is that it is an authoritarianism born within the framework of democracy itself."*<sup>54</sup>

Fukuyama voit les mouvements migratoires actuels comme une bonne indication du fait que l'histoire va dans le sens du progrès : *"chaque année, des millions de gens dans des pays pauvres, chaotiques ou répressifs essaient de gagner avec leur famille des pays qui sont « à la fin de l'histoire », c'est-à-dire des contrées riches, stables et démocratiques qui leur offrent des chances de développement individuel."*<sup>55</sup> Mais pour Krastev, les migrations ont des effets négatifs sur les pays de départ : *"La nouvelle révolution du XXIème siècle est la migration. Ce n'est pas une révolution des masses, comme celles du XXème siècle, mais une révolution menée par des individus et leurs familles contre les frontières. (...) Pour un nombre croissant de personnes dans le monde, changer les choses ne veut plus dire changer de gouvernement, mais de pays. Le problème avec cette révolution est, comme dans toutes les révolutions, sa capacité à susciter une contre-révolution. Dans notre cas, elle a déjà érigé les revendications des "majorités menacées" au centre de la politique européenne. Ces personnes craignent que les étrangers envahissent leur pays et menacent leur mode de vie. Elles sont persuadées que la crise actuelle est le résultat d'une conspiration entre les élites mondialisées et ces migrants à la mentalité tribale. (...) C'est cette offensive menée aujourd'hui par les "majorités menacées" en Europe qui fait le plus craindre un retour des années 1930."*<sup>56</sup>

### **A la recherche d'autres explications**

Serge Halimi et Pierre Rimbart, dans le Monde Diplomatique<sup>57</sup>, considèrent que dans plusieurs pays démocratiques, on a fait preuve d'un certain mépris de la souveraineté

---

<sup>51</sup> Page 54

<sup>52</sup> Page 54

<sup>53</sup> Page 55

<sup>54</sup> Page 56

<sup>55</sup> Francis Fukuyama, "Retour sur la fin de l'histoire", *Commentaire*, no 161, Printemps 2018, p. 26

<sup>56</sup> Ivan Krastev, "La division la plus profonde est entre l'Est et l'Ouest", *Marginalia.bg*, 17 août 2017, traduit par *Courrier international*, 9 mars 2018

<sup>57</sup> "Libéraux contre populistes, un clivage trompeur", *Le Monde Diplomatique*, septembre 2018, p. 1 et 22-23

populaire : *"Le peuple choisit, mais le capital décide. (...) Le droit de vote n'est pas suspendu, mais il s'accompagne du devoir de confirmer les préférences des classes dirigeantes. Sous peine d'avoir à recommencer."* Pour appuyer leurs propos, Halimi et Rimbart citent plusieurs exemples tels que le vote danois contre le traité de Maastricht en 1992, ou les votes français et néerlandais contre le traité constitutionnel européen. *"En 2015, les Grecs ont voté à 61,3 % contre le plan d'amaigrissement de Bruxelles - qui leur a été quand même infligé."* En affaiblissant ainsi la démocratie, ces comportements auraient ainsi contribué à ce que certains dirigeants politiques, dont ceux qui se proclament comme étant "illibéraux", d'entériner l'agonie de la démocratie, de n'en conserver que le suffrage majoritaire, et de renverser la donne : *"à l'autoritarisme hors sol et expert de Washington, Bruxelles ou Wall Street ils opposent un autoritarisme national et déboutonné qu'ils présentent comme une reconquête populaire."* Selon Halimi et Rimbart, si l'on veut comprendre l'affaiblissement actuel de la démocratie, il ne faut pas se contenter de dénoncer quelques hommes forts, mais également prendre en compte les *"inégalités de fortune abyssales"*, la *"destruction des emplois industriels par le libre-échange"*, et le *"non-respect de la volonté des électeurs par les dirigeants démocrates"*.

Bertrand Badie, dans une interview qu'il a donnée au Journal télévisé de la TSR<sup>58</sup>, constate une *"dissociation entre le marché et la démocratie (...). On a le sentiment que l'économie obéit à ses propres lois et peut être dissociée de la démocratie. Pire que cela : on se demande maintenant si on ne va pas vers un monde où l'économie étant une science viendrait dicter les meilleures décisions, et que du coup la délibération démocratique n'a plus grand sens. On ne délibère pas démocratiquement avec son médecin. (...) L'économie est en train aujourd'hui de nous faire sortir de la démocratie."*

Le même Badie, lors d'une conférence donnée dans le cadre de l'édition 2018 des Rencontres Orient Occident de Sierre, s'inquiète de constater que 7,5 milliards d'êtres humains sont plongés dans un monde sur lequel ils n'ont pas leur mot à dire. D'où les violences actuelles. M. Badie a cité alors un proverbe malien : *"On ne peut pas raser la tête de quelqu'un en son absence"*.

Zygmunt Bauman prolonge en quelque sorte la réflexion de Badie en constatant que *"nous nourrissons le sentiment de ne plus avoir le contrôle de nos existences, de n'être plus que des pions déplacés par des joueurs indifférents à nos besoins, sinon franchement hostiles, voire cruels à notre égard, et plus que prompts à nous sacrifier afin de mieux atteindre leurs propres objectifs. Alors que l'avenir, il n'y a pas de longtemp, était bien plus associé à l'idée de confort qu'à celle de difficulté, il est devenu aujourd'hui, le plus souvent, synonyme d'une terrible menace : celle d'être identifié ou classé comme un individu inapte à remplir sa tâche, un individu auquel serait déniée toute valeur, toute dignité, et qui, pour cette raison même, serait marginalisé, exclu, banni."*<sup>59</sup>

S'intéressant aux Etats du Moyen-Orient, **Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou**<sup>60</sup> dénonce l'hypocrisie et les contradictions des Etats occidentaux. Ces derniers soutiennent les dérives autoritaires de certains gouvernements car ils considèrent que ces régimes constituent des clés importantes de la stabilité régionale et de la sécurité de l'Occident. A

---

<sup>58</sup> 5 janvier 2018

<sup>59</sup> Zygmunt Bauman, "Des symptômes en quête d'un objet et d'un nom", *L'âge de la régression*, 2017

<sup>60</sup> "Reinventing Authoritarianism in the Middle East", *Global challenges*, septembre 2017, p. 37

l'intérieur de ces Etats, le sentiment selon lequel les révolutions ne font qu'aggraver la situation, et que la démocratie est problématique, prend de plus en plus d'importance. Les régimes autoritaires du Moyen Orient ont réussi à semer le doute sur la valeur de la démocratie.

Philippe Breton<sup>61</sup> considère que le principal danger auquel doivent faire face les démocraties, c'est l'absence de démocrates : *"Avant d'être une question de pertinence des institutions ou d'adhésion à des valeurs, la démocratie est une affaire de savoir-faire et de compétences pratiques dans les domaines de la parole et des relations avec autrui. Sans ces compétences pratiques chez ceux qui sont censés en être les acteurs, à tous les niveaux, nous avons des démocraties sans démocrates, des citoyens sans parole, et donc un processus stoppé dans son élan."*

Pour Arjun Appadurai, le rejet, à l'échelle mondiale, de la démocratie libérale, ou en tout cas une certaine *"fatigue de la démocratie"*, est une réalité qu'il cherche à expliquer en se concentrant sur l'Europe. Selon lui, aucun Etat ne contrôle son économie nationale. *"En conséquence, nombreux sont les Etats et les mouvances populistes qui entendent ressusciter leur souveraineté nationale en se tournant vers leurs cultures majoritaires respectives, vers un ethno-nationalisme, en étouffant toute dissidence intellectuelle et culturelle intérieure."*<sup>62</sup>

Les critiques adressées par Poutine à la culture européenne, le néo-ottomanisme d'Erdogan, l'indianité de Modi, ainsi que le soutien apporté par de nombreux Américains blancs à Trump, illustrent cette nouvelle tendance : *"Le message portant sur la sauvegarde de l'économie américaine contenait en fait un message subliminal consacré à la sauvegarde de la race blanche."*<sup>63</sup> En Europe, ce sentiment de lassitude de la démocratie prospère dans un contexte qui semble revêtir trois traits principaux :

- Internet et les réseaux sociaux créent une illusion dangereuse : *"nous pourrions tous (...) trouver sur internet et les réseaux sociaux des pairs, des alliés, des amis, des collaborateurs, des convertis à notre cause"*.<sup>64</sup>

- *"Aucun Etat-nation ne saurait prétendre à la moindre souveraineté économique."*

- La reconnaissance globale des droits de l'homme confère aux migrants un statut minimal dans les pays d'accueil.

*"Tant que les emplois, les allocations et les revenus continueront de se faire rares, les minorités intérieures et les migrants resteront des boucs émissaires commodes."*<sup>65</sup> *"Le débat sur les migrants (...) est l'exemple par excellence de cette manière de retraduire les enjeux relevant de la souveraineté économique en enjeux de souveraineté culturelle."*<sup>66</sup>

---

<sup>61</sup> L'incompétence démocratique

<sup>62</sup> "Une fatigue de la démocratie", L'âge de la régression, 2017, p. 19

<sup>63</sup> Page 23

<sup>64</sup> Page 27

<sup>65</sup> Page 29

<sup>66</sup> Page 31